



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE**  
**AMENAGEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET MOBILITE**  
Direction des Infrastructures et des Transports  
Direction Adjointe à la Conduite d'Opérations  
Service Foncier, Aménagement Rural et Urbanisme

Affaire suivie par : Solène TARDIEU  
Mél : solene.tardieu@oise.fr  
Tél. : 03.44.10.70.24

MADAME VIRGINIE DOUAT  
MAIRE DE CREPY-EN-VALOIS  
HOTEL DE VILLE  
2 AVENUE DU GENERAL LECLERC  
BP30337  
60803 CREPY-EN-VALOIS CEDEX

Beauvais, le **29 JAN. 2024**

Madame le Maire,

Par un courrier reçu le 20 décembre 2023, vous avez bien voulu me consulter sur votre projet de révision du Règlement Local de Publicité (RLP) qui a été arrêté par délibération du Conseil municipal en date du 12 décembre 2023.

Après une étude attentive de votre dossier, j'ai l'honneur de vous faire part des observations développées ci-dessous. Pour rappel, ces dernières sont basées sur les dispositions du Règlement de la Voirie Départementale adopté le 4 mars 2016.

Le territoire communal de CREPY-EN-VALOIS est traversé par plusieurs routes départementales : la RD25, la RD50, la RD136, la RD332, la RD335, et la RD1324.

Il conviendra de mentionner la notion de domaine public départemental dans vos documents afin de distinguer les routes départementales des autres voies et de préciser les prescriptions particulières qui leurs sont afférentes. En effet, ni le rapport de présentation, ni le règlement n'en font mention.

Il est développé dans le rapport de présentation les types de publicités soumises au régime des autorisations préalables et interdictions sur le territoire communal. Or, je vous rappelle que conformément à l'article 33 du Règlement de la Voirie Départementale :

- Hors agglomération, la publicité et les enseignes et pré-enseignes visibles des routes nationales, des chemins départementaux et des voies communales sont interdites de part et d'autre de celles-ci sur une largeur de 20 mètres mesurée à partir des bords extérieurs de la chaussée. Cette interdiction ne s'applique pas aux enseignes publicitaires et pré-enseignes implantées en dehors du domaine public et qui ne gênent pas la perception de la signalisation routière.
- En agglomération, l'implantation de mobilier urbain aménagé pour recevoir de la publicité sur le domaine public départemental peut être autorisée au cas par cas, par une permission de voirie.

Aussi, l'installation d'enseignes sur le domaine public départemental devra tenir compte du Règlement de la Voirie Départementale qui fixe les prescriptions suivantes :

- Les enseignes ou pré-enseignes ne doivent pas masquer la signalisation routière et ne présenter aucun danger pour la sécurité routière.

- Il est interdit d'apposer des placards, papillons, affiches ou marquages sur les signaux réglementaires et leurs supports ainsi que sur tous autres équipements intéressant la circulation routière. Cette interdiction s'applique également sur les plantations, les trottoirs, les chaussées et d'une manière générale sur tous les ouvrages situés dans les emprises du domaine routier départemental ou surplombant celui-ci.

L'application des règles du Règlement de la Voirie Départementale ne doit pas faire obstacle à l'application de règles plus restrictives. Aussi, les prescriptions ci-dessous doivent compléter les dispositions de votre Règlement Local de Publicité.

L'article 32 du Règlement de la Voirie Départementale précise la dimension des saillies autorisées sur le domaine public départemental pour les enseignes et pré-enseignes en saillie :

- Panneaux publicitaires fixés sur une façade à l'alignement : la saillie ne peut excéder 0.10m.
- Lanternes, enseignes lumineuses et non lumineuses, attributs : la saillie ne peut excéder 0.25 mètre. S'il existe un trottoir d'au moins 1,40 mètre de largeur, ces ouvrages peuvent être établis quelle que soit la largeur de la rue et la hauteur de 4,40 mètres peut être réduite jusqu'à un minimum de 3 mètres.  
En l'absence de trottoirs d'au moins 1,40 mètre de largeur, ils ne peuvent être établis que dans les rues d'une largeur minimum de 8 mètres et doivent être placés à 4,40 mètres au-dessus du sol. Ils doivent être supprimés sans indemnité lorsque des raisons d'intérêt public conduisent le département à exhausser le sol ou à réduire la largeur du trottoir.
- Pour les enseignes lumineuses ou non lumineuses et tous attributs et ornements quelconques pour les hauteurs au-dessus du sol inférieures à celles prévues au paragraphe ci-dessus. La saillie ne peut excéder 0,16 mètre.

Concernant le règlement :

Le Règlement Local de Publicité doit mentionner qu'une permission de voirie est à solliciter auprès des services départementaux pour toute implantation sur le domaine public départemental.

Concernant le rapport de présentation :

La mise en place des publicités doit non seulement respecter la réglementation nationale, le Règlement Local de Publicité spécifique au territoire de la commune de CREPY-EN-VALOIS, mais également le Règlement de la Voirie Départementale.

Les services du Département restent à votre disposition si vous souhaitez obtenir des précisions complémentaires sur les différents points soulevés et les propositions formulées.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de ma considération très distinguée.

Pour la Présidente du Conseil départemental,  
et par délégation,  
le Directeur Général des Services

Sébastien JEANNEST

